



Les dirigeants du G8 échouent à trouver un accord sur la crise mondiale

La Chine, la France et la Russie défient la suprématie du dollar américain

Par [Stefan Steinberg](#)

Mondialisation.ca, 14 juillet 2009

14 juillet 2009

Région : [Asie](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

Les dirigeants du groupe G8 des huit principaux pays industrialisés se sont alignés pour la photo à l'issue du sommet de cette année en essayant de présenter sous le meilleur jour possible leurs négociations qui se sont déroulées dans la ville italienne de L'Aquila.

Le président américain Barack Obama a parlé d'un consensus historique sur la politique environnementale et la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que « des progrès considérables » avaient été faits lors du sommet. En fait, la plupart des décisions annoncées au cours des trois derniers jours avaient été vagues et non contraignantes. De manière générale, elles sont un recul par rapport aux positions acceptées (et non appliquées) lors des précédents sommets du G8.

Le changement climatique

Lors du sommet, les tentatives de parvenir à des décisions contraignantes sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre ont été bloquées par les pays en développement tels l'Inde, la Chine et le Brésil qui ont soutenu que les objectifs climatiques étaient utilisés par les pays industrialisés, notamment les Etats-Unis, pour entraver leur propre croissance économique. Les représentants des trois pays avaient été invités à participer aux pourparlers du deuxième jour du G8 à l'Aquila.

Une proposition initiale avancée lors du sommet prévoyant une réduction de 80 pour cent des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 a été enterrée en l'espace de quelques heures après son annonce. Le Canada a dit que le but était une simple « aspiration » et la Russie a dit qu'elle ne pourrait atteindre cet objectif.

Enfin, le sommet a accepté de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, mais sa résolution finale s'est distinguée par son manque de détails. La résolution est restée imprécise quant à l'année de référence pour l'application de la réduction. Si le point de départ est postérieur à 1990, année de base dans la plupart des cas, alors l'objectif implique des réductions plus modestes étant donné que dans la plupart des pays les émissions ont augmenté après cette date.

Ce récent accord est loin d'atteindre le but fixé par l'Union européenne en mars 2007 et qui prévoyait une réduction de 20 pour cent des émissions de CO2 d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990. L'Allemagne avait même déclaré qu'elle souhaitait des réductions allant jusqu'à 40 pour cent d'ici 2020.

Les dirigeants du G8 n'ont pas non plus précisé comment leurs objectifs climatiques étaient censés être financés, les décisions à ce sujet ayant été laissées en suspens jusqu'au sommet du G20 prévu fin septembre à Pittsburgh en Pennsylvanie.

En commentant la résolution du G8 sur le changement climatique, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon s'est plaint de ce que le G8 avait « gâché une opportunité » de progrès.

L'aide à l'agriculture

Le succès dont on a fait grand cas à la fin du sommet tournait autour de la décision des dirigeants du G8 de mettre en place un fonds de 20 milliards de dollars sur trois ans pour aider l'agriculture des pays les moins développés. Les premiers communiqués du sommet faisaient état de 15 milliards de dollars et les participants au sommet ont présenté la somme finale acceptée et comptant 5 milliards de dollars supplémentaires comme une avancée considérable destinée à assister les nations et les continents pauvres, notamment l'Afrique.

La somme de 20 milliards de dollars est totalement inadéquate pour soulager la pauvreté dans les pays sous-développés. Dans un rapport publié une semaine avant le sommet, l'organisation caritative britannique ActionAid avait noté qu'un milliard de gens souffraient de famine dans le monde et déclaré que les décisions prises à la réunion du G8 pourrait « littéralement faire la différence entre la vie et la mort pour des millions dans la population des pays en voie de développement »

La somme symbolique qui a été annoncée en Italie condamne ces centaines de millions de gens à une famine et une pauvreté aggravées étant donné que la crise économique mondiale frappe particulièrement cruellement les économies les plus faibles et les plus vulnérables. La plus grande partie de l'Afrique et de l'Asie est privée de capital, car il est monopolisé par les puissances impérialistes pour essayer de sauver leurs systèmes bancaires et ce au moment où les marchés d'exportation des soi-disant pays du tiers-monde rétrécissent.

De plus, le communiqué sur l'aide pour l'agriculture néglige de préciser si les 20 milliards de dollars (dont la somme de 3,5 milliards de dollars promise par les Etats-Unis est dérisoire) représentent une nouvelle somme d'argent ou s'il s'agit simplement de redistribuer des fonds promis depuis de longue date. Lors du sommet de Gleneagles, en Ecosse en 2005, les dirigeants du G8 avaient promis non moins de 50 milliards de dollars pour l'aide aux pays sous-développés d'ici 2010. Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) seul un tiers de cet objectif avait été atteint.

La politique financière et économique

Les dirigeants du G8 ont également été incapables de trouver un accord solide sur la manière de combattre la crise financière. Reconnaissant les dangers que pose la crise, le sommet a publié un communiqué mercredi déclarant, « La situation reste incertaine et des risques importants continuent de peser sur la stabilité économique et financière. »

Cependant, le G8 est profondément divisé quant à la réponse à donner à la crise. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne préconisent des injections additionnelles de capital à grande échelle pour les banques et les grands groupes tandis qu'un nombre de pays européens,

l'Allemagne en tête, sont contre davantage de mesures de soutien et mettent en garde contre un gonflement des déficits budgétaires et une menace d'inflation. L'Allemagne, dont l'économie est orientée sur les exportations industrielles, est particulièrement préoccupée par la perspective que l'augmentation des déficits américains continuera de déprimer la valeur du dollar américain par rapport à l'euro, rendant ainsi les exportations allemandes trop onéreuses pour le marché américain et les autres principaux marchés.

Les dirigeants du G8 ont été incapables de trouver une politique coordonnée pour réagir à la crise. Ils n'ont guère fait plus que de demander à ce que certains gouvernements coopèrent les uns avec les autres alors qu'eux-mêmes poursuivent leur propre solution nationale. La déclaration commune a reconnu le manque de consensus en précisant que les « stratégies de sortie de crise varieront d'un pays à l'autre en fonction de la situation économique et des finances publiques. »

Pour la forme, les participants au sommet du G8 ont unanimement dénoncé le protectionnisme commercial et ont mis en garde contre les dangers d'un isolement national grandissant. Dans une déclaration commune publiée jeudi, les membres du G8 et du groupe G5 des économies émergentes, le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud, ont déclaré qu'ils s'étaient « engagés » à parachever d'ici la fin de 2010 le cycle de Doha des négociations de l'Organisation mondiale du commerce visant à réduire les barrières commerciales et à libéraliser les économies.

Aucune de ces proclamations ne peut être prise au sérieux. Plutôt que de supprimer les barrières douanières et autres formes de protectionnisme économique, la réponse universelle donnée par des nations individuelles à la crise financière a consisté à renforcer des mesures de rétorsion dans le domaine du commerce, de la monnaie et du capital à l'encontre d'autres pays.

Le gouvernement américain a adopté une clause « Buy American » (« Acheter américain ») faisant partie de son programme de relance, exigeant que seul l'acier et d'autres produits fabriqués par des producteurs nationaux soient utilisés dans les projets d'infrastructure planifiés. Le plan de relance s'élevant à plusieurs milliers de milliards de dollars, voté par le gouvernement Obama et le déficit budgétaire record qui en a été la conséquence ont, de plus, fait que le gros du capital privé disponible de par les marchés financiers mondiaux a afflué vers les Etats-Unis.

Les autorités chinoises ont réagi avec leur propre plan de sauvetage qui renferme aussi une clause « acheter national ». D'autres nations performantes sont en train de prendre des mesures identiques.

Selon Holger Görg de l'Institut pour l'économie mondiale de Kiel, Allemagne, « Si la chancelière allemande, Angela Merkel, sauve Opel, suite à la crise parce que c'est une entreprise allemande, c'est aussi du protectionnisme. »

Des divergences concernant la politique commerciale sont apparues lors du sommet au sujet des marchés énergétiques. Alarmées par l'augmentation récente des prix du pétrole qui fait apparaître le danger d'une récession mondiale prolongée, la France et la Grande-Bretagne ont proposé des mesures pour réguler les marchés énergétiques et réduire la volatilité des prix du pétrole. Leurs propositions ont rapidement été repoussées par les exportateurs de pétrole, la Russie et le Canada, qui tous deux ont dit qu'il serait impossible de gérer les marchés de cette façon.

L'Iran

Dans une déclaration commune et sous la pression massive exercée par la délégation américaine, le G8 s'est dit « sérieusement préoccupé » par la « violence qui a entouré l'élection présidentielle en Iran, » mais a remis à plus tard l'adoption de nouvelles mesures contre le pays. Lors de sa visite en début de semaine à Moscou, le président Obama avait exercé une pression considérable sur la direction russe pour qu'elle adopte une attitude plus dure à l'égard du gouvernement iranien. A L'Aquila, toutefois, la délégation russe a déclaré que les mesures visant l'opposition en Iran étaient une affaire intérieure.

Des défis au dollar américain

Comme c'est souvent le cas lors de tels sommets, les questions les plus significatives et les plus litigieuses n'étaient pas inscrites à l'ordre du jour officiel. Alors que les dirigeants du G8 étaient incapables de trouver des accords viables sur la politique économique, le changement climatique et la pauvreté dans le monde, des preuves grandissantes ont indiqué l'émergence d'un bloc de pays déterminés à défier le rôle dominant des Etats-Unis dans la politique commerciale et les affaires du monde.

Jeudi, le conseiller d'Etat chinois Dai Bingguo avait ouvertement critiqué le rôle du dollar américain comme monnaie de réserve mondiale. Selon le ministère des Affaires étrangères chinois, Dai a dit aux dirigeants présents au sommet : « Nous devrions avoir un meilleur système pour l'émission et la régulation des monnaies de réserve de façon à ce que nous puissions maintenir une relative stabilité des taux de change des principales devises de réserve et encourager un système international de monnaies de réserve diversifié et rationnel. »

Dai n'a pas mentionné le dollar mais la cible de ses remarques était évidente. Le total des investissements de la Chine dans le Trésor américain dépasse mille milliards de dollars.

Les commentaires de Dai reprennent les critiques concernant le rôle du dollar américain initialement émises en mars par des sources officielles chinoises, mais ses remarques, faites lors d'une réunion de haut rang des dirigeants mondiaux, représentent un nouveau stade dans l'intensification des tensions économiques entre les Etats-Unis et la Chine.

Priés de commenter les remarques de Dai, les dirigeants du G8 ont cherché à minimiser leur signification. Le premier ministre britannique, Gordon Brown, avait dit initialement ne pas se souvenir que Dai avait fait de tels commentaires lors d'une séance du sommet à laquelle il avait assisté en présence du président américain. Après que sa mémoire eut été rafraîchie, Brown a dit, « Nous ne voulons pas donner l'impression qu'un grand changement est imminent et que les accords actuels seront déstabilisés. »

En fait, les commentaires de Dai avaient été précédés en début de semaine de déclarations faites par le principal conseiller économique du Kremlin, Arkady Dvorkovic, au *Wall Street Journal* que la question d'une monnaie de réserve mondiale alternative devrait faire partie de l'ordre du jour de la réunion du G8.

« Nous soulignerons, aux côtés de la Chine, le besoin de développer progressivement un système financier mondial qui sera fondé sur plusieurs nouvelles monnaies régionales fortes », a dit Dvorkovich aux journalistes. « Avec le temps, » a-t-il ajouté, « ces nouvelles monnaies revêtiront un caractère plus mondial ».

Dans un développement significatif, le même thème a été abordé par le président français, Nicolas Sarkozy, qui a dit jeudi lors d'une conférence de presse que le système actuel, basé sur la suprématie du dollar américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale était dépassé et devrait être remplacé.

« Franchement, soixante ans après, on doit se poser la question : est-ce qu'un monde multipolaire... ne doit pas correspondre à un monde multi-monnaire économiquement ? » Sarkozy a ajouté, « Je souhaite, même si c'est un sujet difficile, que dans les mois qui viennent nous [en] parlions. »

Article original, WSWS, paru le 11 juillet 2009.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Stefan Steinberg](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Stefan Steinberg](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca